

DECLARATION COMMUNE DES organisations syndicales FSU - CGT - UNSA - FO - CFDT - SOLIDAIRES - CFE CGC des Landes DU 1ER MAI 2010

Les organisations syndicales FSU - CGT - UNSA - FO - CFDT - SOLIDAIRES - CFE CGC des Landes, vous remercient de votre participation à ce 1er Mai à Hagetmau, au cœur de ce bassin d'emploi durement touché, sans oublier les autres territoires landais qui sont eux aussi impactés par la crise. Depuis plus d'un an, vous avez été nombreux à soutenir les revendications communes des organisations syndicales Landaises.

En ce 1er Mai, journée internationale de solidarité entre les travailleurs qui, dans le monde, aspirent, plus que jamais, au respect, à la reconnaissance de la dignité humaine, à une paix durable et à davantage de solidarité, nos organisations syndicales ont décidé de faire de ce 1er mai, une grande journée de mobilisation pour peser sur les choix du gouvernement et du patronat en matière d'emploi, de pouvoir d'achat et de retraites et d'exprimer les revendications du syndicalisme international sur le travail décent et la nécessité de régulations au niveau mondial.

Dans ce monde en perpétuelle mutation, chacun doit pouvoir vivre de son travail dans de bonnes conditions, avec un emploi stable à temps complet, correctement rémunéré : Travailler tous, à travers un emploi reconnu socialement utile, des parcours professionnels sécurisés, permettant en cas de difficultés, de retrouver un emploi valorisant les acquis professionnels.

Pourtant aujourd'hui, ici dans les Landes comme ailleurs dans le monde, la " crise ", derrière laquelle certains se cachent, entraîne incertitude et forte insécurité sociale.

Elle touche durement une grande partie des salariés dans leurs emplois, dans leurs revenus ou leurs conditions de travail et les dégradations des finances de l'Etat servent de prétexte à des dégradations d'acquis sociaux.

L'emploi dans les Landes reste notre préoccupation première : fermeture d'entreprises, licenciements, chômage partiel, sous-traitance, emplois de services ou de commerce touchés par la baisse des activités, ... Les salariés payent un lourd tribut à la crise, mais surtout aux choix des décideurs économiques comme politiques.

Cette crise a bon dos.

Même si elles se font plus discrètes, les idées ultra libérales comme autoritaristes ne sont pas mortes et le capitalisme financier international l'utilise comme prétexte pour augmenter ses bénéfices, en poursuivant ses restructurations, ses redéploiements, ses délocalisations.

Ce capitalisme financier essaie même de faire payer les plans sociaux en France par la solidarité nationale en les faisant financer par l'UNEDIC et les contribuables ! Une manière de dégager des marges financières supplémentaires au niveau international, d'améliorer la rémunération des actionnaires, d'offrir des retraites chapeaux ou des stocks options à leurs managers pendant que des salariés, souvent les plus vulnérables, sont licenciés.

Pour eux, c'est la double peine ! On a aidé les Banques à se renflouer et maintenant on devrait rembourser les déficits publics qu'elles ont créés ?

Certaines entreprises en profitent pour mettre la pression sur les salariés, y compris chez leurs sous-traitants, en leur faisant supporter une détérioration des conditions de travail, un blocage des rémunérations, une précarisation accrue et une réduction de l'emploi.

Cette pression se porte aussi sur la représentation syndicale qui est niée, fait l'objet de mesures répressives, voire même est ouvertement harcelée.

Après de nombreuses entreprises de notre département, aujourd'hui à Hagetmau, faute d'anticipation, les salariés de Capdevielle sont à nouveau, les victimes de cette logique financière, de cette logique de marché, de cette logique politico-administrative de l'Etat libéral.

Aujourd'hui, le Fonds d'Investissement, une multinationale franco-américano-luxembourgeoise créée il y a deux ans avec l'appui de l'Etat et tous les Pouvoirs Publics pour reprendre l'entreprise, profite de la crise pour ne pas assumer la totalité des engagements pris auprès des décideurs publics, notamment les engagements pris auprès du Conseil Général et Régional, du Préfet, du CIRI, et des services de l'Etat.

Ce fond d'investissement se cache derrière la crise et la dérégulation des marchés pour justifier la liquidation judiciaire... en essayant même de la faire financer par la solidarité nationale, par l'UNEDIC et les contribuables ! Encore une fois, l'absence de prévision des décideurs économiques comme politiques se traduit par une catastrophe économique et sociale pour les salariés, les familles, l'économie locale du canton d'Hagetmau. Les salariés et les industries de main d'œuvre sont les victimes directes du capitalisme financier, de la mondialisation sauvage, des carences du présent comme du passé, de l'absence de décision face au règne des opérateurs financiers qui, de fait, commanditent nos décideurs économiques comme politiques.

En tant qu'organisations syndicales responsables, soucieuses de l'emploi, de l'économie locale, quoi de plus normal que d'exiger que l'actionnaire et les Pouvoirs Publics assument pleinement leurs responsabilités.

Quoi de plus normal que de tout mettre en œuvre...

- pour sauvegarder l'emploi maximum et soutenir les entreprises existantes s'engageant concrètement dans le Développement de l'Emploi ;
 - pour créer des petites et moyennes entreprises sur le canton en utilisant les moyens d'aides à la création d'entreprises nouvelles ;
 - pour sécuriser les revenus de tous les salariés pendant la période de transition, en prolongeant les moyens du Contrat de Transition Professionnelle jusqu'à la date de réemploi, notamment par des formations longues ciblées sur le Projet personnel professionnel.
 - pour consolider les conditions de reconversion et de reclassement de tous les salariés sur la région d'Hagetmau comme sur l'ensemble du département ;
- ...comme cela est revendiqué syndicalement depuis plus de dix ans.

Au regard de la fragilité des entreprises industrielles de main d'œuvre, il est nécessaire de continuer à agir pour obtenir la nomination d'un Commissaire à la ré industrialisation des bassins d'emplois menacés dans les Landes.

Aujourd'hui, force est de constater que les analyses formulées depuis des années se révèlent exactes :

En l'absence de régulation européenne et mondiale, la seule rentabilité financière conduit aveuglement l'économique et le social dans le mur !

Cela nécessite :

- ¢ une plus juste répartition des richesses, la réduction des inégalités ;
- ¢ des investissements publics et privés prenant en compte les impératifs écologiques. Une politique économique et industrielle s'inscrivant dans une perspective européenne et allant de pair avec un renforcement des régulations de la finance et de l'économie.

C'est pourquoi :

Les entreprises, l'Etat et les Pouvoirs Publics ne peuvent plus s'affranchir de leurs responsabilités de décideurs économiques comme politiques en confisquant la négociation entre Partenaires Sociaux représentatifs organisés dans les entreprises et le territoire.

C'est pourquoi :

Nous demandons que la négociation sociale soit effectivement réelle, reconnue et respectée par les Pouvoirs Publics dans les entreprises, services et administrations, pour soutenir la relance économique en négociant de nouvelles organisations du travail et des augmentations de pouvoir

d'achat. Dans les branches, les entreprises, la fonction publique, les négociations salariales doivent assurer le maintien du pouvoir d'achat et la réduction des inégalités.

Toute mesure à prendre dans les entreprises services et administrations en termes d'emploi et d'organisation du travail doit être discutée avec les représentants des salariés.

C'est pourquoi :

Les employeurs doivent privilégier l'emploi stable et investir dans les emplois futurs.

Quelle que soit la situation dans l'entreprise, c'est en investissant dans la formation et le travail qualifiant et en réduisant la précarité que la performance sera assurée et les parcours professionnels des salariés sécurisés.

Nous devons continuer à agir contre toute logique ultralibérale, notamment celle qui détruit et précarise l'emploi : CDD à répétition, temps partiels, travail saisonnier....

Les allègements de cotisations sociales doivent être ciblées et conditionnées aux politiques d'emplois et de salaires.

Dans les périodes de baisse d'activité, les mesures comme le chômage partiel, les jours de RTT ou de congés, doivent être négociées dans l'objectif de préserver l'emploi et les salaires, la formation professionnelle doit être utilisée pour développer et renforcer les compétences des salariés . Des mesures doivent être prises pour favoriser l'accès à l'emploi, en particulier pour les jeunes; Les demandeurs d'emploi en fin de droits d'indemnisation doivent bénéficier d'un accompagnement renforcé pour leur permettre de retrouver un emploi avec un revenu garanti. Les conditions d'accès à l'Allocation spécifique de solidarité et au RSA doivent être élargies.

C'est pourquoi :

Dans la fonction et les entreprises publiques, il est indispensable de répondre aux besoins de notre société et de la population en attribuant, dans le cadre des statuts, des moyens aux évolutions nécessaires. Le gouvernement doit penser autrement l'évolution des services publics dont la qualité et l'emploi constituent une question centrale de solidarité et d'efficacité.

Il doit renoncer aux suppressions de postes et au recours aux emplois précaires, abandonner sa politique aveugle de suppressions d'emplois décidées dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) qui provoquent une dégradation des conditions de travail et des difficultés grandissantes pour assurer les missions de service public.

Surmonter la " crise " implique la mise en œuvre rapide de mesures consolidant, en urgence, l'emploi et les rémunérations. Il est de la responsabilité de l'Etat et de l'Union Européenne de coordonner des politiques d'intervention publiques pour favoriser la relance économique au niveau européen, national et local.

Aujourd'hui, le Gouvernement communique sur une prochaine sortie de crise et sur un futur redémarrage de l'économie. Mais pour la majorité des salariés, pour une majorité d'entreprises, la crise est bien toujours là !

Parallèlement, les prévisions sur les évolutions du financement du dossier de retraites sont présentées de façon catastrophique : on nous annonce l'apocalypse pour demain, il manquerait 2 600 milliards en 2050 ! Autrement dit : les retraites et le système par répartition sont en faillite !

La Gouvernement s'appuie sur les hypothèses les plus alarmistes pour justifier les seuls éléments de réforme qu'il propose : le recul de l'âge légal de départ à la retraite et l'allongement de la durée de cotisation dans un cadre budgétaire constant. Ceci est inacceptable !

En même temps que la rémunération des actionnaires et des patrons explose, que les retraites chapeaux ou des stocks options s'envolent, les entreprises bénéficient d'exonérations de charges sociales, 800 000 emplois sont détruits en 2 ans et la masse salariale a baissé pour la première fois depuis 50 ans : c'est autant de financement en moins pour les caisses de retraite.

On nous dira qu'il manque de l'argent pour boucler les comptes de la retraite. Bien sûr, la crise a aggravé la situation puisque, à elle seule, elle a augmenté de 20 milliards le besoin de financement

pour 2015. Mais c'est aussi le manque d'investissement pour l'emploi et le niveau des salaires qui a participé à creuser le déficit.

Et bien non, chers camarades, le système des retraites n'est pas en faillite ! Les jeunes d'aujourd'hui doivent pouvoir avoir confiance dans leur avenir et se dire qu'ils ne travaillent pas pour rien.

Même s'il est difficile de prévoir l'avenir à 40 ans de distance, il est de notre responsabilité d'anticiper les évolutions futures, de garantir la pérennité du système par répartition en assurant son financement et en corrigeant les inégalités.

Préserver la répartition, garantir aux générations actuelles et aux jeunes générations la perspective d'une vraie retraite suppose que l'on règle la question financière.

D'abord en agissant sur l'emploi, notamment celui des jeunes et des seniors, les conditions de travail, on agit directement sur les équilibres de retraite et sur le niveau des pensions.

Ensuite, il est possible d'augmenter les salaires, de régler le problème des exonérations de charges sociales, pour à nouveau remplir les caisses. Il est aussi possible de taxer les bénéfiques non réinvestis, l'intéressement, la participation et les stocks options...

Ce qui est en jeu aujourd'hui, c'est le partage et l'utilisation des bénéfiques des entreprises ! Ce n'est pas le recul de l'âge de départ à la retraite : 40 annuités c'est déjà trop et la retraite à 60 ans n'est pas négociable !

La question des retraites relève d'un choix de société entre d'un côté une société solidaire, respectueuse des libertés individuelles et de l'autre une société individualiste irrespectueuse des libertés collectives et individuelles.

Aujourd'hui, défendre l'Emploi, les salaires et les retraites, c'est une question de justice, de choix de société.

C'est défendre un système solidaire contre l'individualisme et le chacun pour soi.

C'est lutter pour l'assurance maladie, alors que les franchises et les remboursements pénalisent les plus précaires et menacent la prise en charge des maladies longue durée, c'est lutter pour l'emploi dans les caisses d'allocations familiales, c'est lutter pour des salaires décentes dans le public comme dans le privé.

La mobilisation la plus forte et la plus large permettra de peser sur les choix du gouvernement lors du " sommet social ". En restant mobilisés dans une démarche unitaire, nous donnerons du poids à ces revendications sur l'emploi et le pouvoir d'achat et nous nous opposerons à un passage en force gouvernemental qui semble se dessiner sur le dossier des retraites.

Il est nécessaire de continuer à agir contre les effets néfastes de la loi sur la défiscalisation des heures supplémentaires qui renforce le chômage! Certaines entreprises licencient, tout en accentuant même la charge de travail des salariés restants. Elles ont recours aux heures supplémentaires pour répondre à la charge de travail, tout en empochant les détaxations fiscales et sociales.

Les milliards de défiscalisation des heures supplémentaires suppriment des emplois, creusent un peu plus les déficits, augmentent la pression sur les salariés et renforcent leur désespérance ! Ces sommes, comme la baisse de TVA des restaurateurs, seraient plus utiles si elles étaient affectées aux Fonds d'Investissement Social. Elles permettraient de transformer le " bouclier fiscal " en " bouclier social " pour accompagner les plus démunis et les entreprises en difficulté.

La relance économique passe également par une amélioration du pouvoir d'achat, prioritairement des plus modestes que sont la majorité des salariés landais, les demandeurs d'emploi, retraités et bénéficiaires de minima sociaux.

Les organisations syndicales FSU - CGT - UNSA - FO - CFDT - SOLIDAIRES - CFE CGC des Landes, n'accepteront pas un passage en force.

Pour le moment, les exigences des actionnaires comme des financiers accroissent les inégalités, privilégient les dividendes au détriment des salaires et de l'investissement. Il faut changer de cap,

répondre structurellement à la consolidation des entreprises de main d'œuvre, au maintien du pouvoir d'achat en réduisant les inégalités en ouvrant des négociations salariales dans les branches, les entreprises, les services publics.

Si la relance passe par des aides ciblées aux entreprises, elles doivent obligatoirement faire l'objet de contreparties en matière d'emploi, d'évolution des métiers, être conditionnées à des exigences sociales, à la reconnaissance de la représentativité des syndicats dans et hors de l'entreprise, faire l'objet d'une information et d'un avis préalable des Institutions Représentatives du Personnel.

Plus que jamais, il est important que chaque salarié participe, à son niveau, activement, aux instances consultatives prévues par la législation du travail.

Plus que jamais, nous vous invitons à vous engager dans le syndicalisme indépendant pour que nous puissions construire, ensemble, une société plus juste, plus solidaire où l'individu ne serait plus considéré comme un simple agent économique, un simple producteur, un simple consommateur, un simple électeur, une variable d'ajustement d'une économie de marché sans règles. Une économie de " l'argent roi ", une économie ultra libérale, où tout s'échange, où tout est décidé en dehors de la consultation des syndicats, sans règles communes connues, transparentes...

Bref, il est nécessaire de s'engager dans la construction d'une démocratie vivante sans confusion entre la démocratie politique et la démocratie sociale. Le citoyen aura la possibilité de s'engager dans les syndicats, les associations en toute indépendance des décideurs politiques et économiques dont les rôles sont différents en système démocratique.

Plus que jamais, nous vous invitons à prendre en main votre avenir, les yeux ouverts.

Dans l'intérêt des salariés et de l'économie, locale, avec votre appui, nous entendons poursuivre l'action syndicale pour consolider la croissance et l'emploi, améliorer le pouvoir d'achat des bas salaires et des pensions, améliorer le service au public sans confusion des responsabilités.

En développant, dans les administrations, services et entreprises, les moyens d'alerte, de suivi, de concertation et de négociation, nous entendons conduire les décideurs privés comme publics à assumer pleinement l'exercice de leurs responsabilités, y compris ceux qui, périodiquement, disent vouloir faire notre bonheur à notre place.

En toute indépendance des partis politiques comme de leurs représentations diverses, forts de notre indépendance engagée, sans confusion des fonctions et rôles entre les responsabilités de décideurs économiques et des décideurs politiques d'une part et des acteurs du syndicalisme indépendant, nous vous invitons à vous engager dans la défense qualitative et quantitative de l'emploi en sécurisant les parcours professionnels notamment par une formation initiale et une formation professionnelle tout au long de la vie.

Nous vivrons ce que nous changerons.

Ensemble, dans le respect de nos différences, consolidons les fondements du syndicalisme engagé, indépendant, représentatif de ses adhérents pour construire une société plus juste, plus humaine, plus solidaire, une société qui ne laisserait plus personne au bord de la route, une société où chacun trouve sa place sans être obligatoirement exploité, dominé, aliéné.

Une société démocratique vivante où chacun sera respecté en tant qu'individu.